

Préfecture de la Charente

Code 600

ARRÊTÉ

approuvant la modification du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI)
de la vallée de la Tardoire

Le préfet de la Charente,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L 562-8,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu l'ordonnance 2000-914 du 18 septembre 2000, relative à la partie législative du code de l'environnement,

Vu la loi n°87-565 du 22 juillet 1987 modifiée, relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs,

Vu la loi n°92-3 sur l'eau, du 3 janvier 1992, modifiée,

Vu le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, modifié,

Vu la circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et la gestion des zones inondables,

Vu la circulaire du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 mars 2002, approuvant le PPRI de la vallée de la Tardoire, sur le territoire des communes d'Agris, Coulgens, Écuras, Eymouthiers, La Rochefoucauld, La Rochette, Montbron, Rancogne, Rivières, Saint Angeau, Saint Ciers sur Bonniere, Saint Projet-Saint Constant, Saint Sornin, Vilhonneur et Vouthon.

Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2004, prescrivant l'enquête publique préalable à la modification du PPRI susvisé,

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes concernées,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La modification du plan de prévention du risque d'inondation de la vallée de la Tardoire est approuvée.

Article 2 : Le périmètre du PPRI de la vallée de la Tardoire, est constitué du territoire des communes d'Agris, Coulgens, Écuras, Eymouthiers, La Rochefoucauld, La Rochette, Montbron, Rancogne, Rivières, Saint Angeau, Saint Ciers sur Bonniere, Saint Projet-Saint Constant, Saint Sornin, Vilhonneur et Vouthon.

Article 3 : Les documents relatifs à cette modification, rendus ainsi opposables sont tenus à la disposition du public dans les mairies concernées, à la direction départementale de l'équipement et à la préfecture de la Charente, bureau de l'urbanisme et de l'environnement.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Mention en sera également faite dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une copie sera affichée, dans les mairies citées à l'article 2, pendant une durée minimum d'un mois.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois, à compter de sa notification ou publication :

soit d'un recours administratif (gracieux devant le préfet ou hiérarchique devant le ministre concerné)

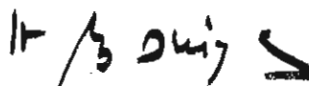
soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.

Le recours contentieux peut être précédé d'un seul recours administratif et n'a pas d'effet suspensif.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, les maires des communes d'Agris, Coulgens, Écuras, Eymouthiers, La Rochefoucauld, La Rochette, Montbron, Rancogne, Rivières, Saint Angeau, Saint Ciers sur Bonniere, Saint Projet-Saint Constant, Saint Sornin, Vilhonneur et Vouthon ainsi que le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le 14 SEP. 2004

Le préfet,



Hugues Bousiges



PRÉFECTURE DE LA CHARENTE

ARRETE

**Approuvant le plan de prévention du risque d'inondation
de la vallée de la Tardoire**

LE PRÉFET DE LA CHARENTE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU la loi 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs et notamment les articles 40.1 à 40.7 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles et introduits par la loi 95.101 du 02 février 1995,
- VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,
- VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 126-1 et R. 126-1,
- VU la loi 92-3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau et notamment son article 16,
- VU l'arrêté préfectoral du 1er Août 2000 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention du risque d'inondation de la vallée de la Tardoire comprenant les communes d'ECURAS, EYMOUTHIER, MONTBRON, VOUTHON, VILHONNEUR, RANCOGNE, SAINT SORNIN, LA ROCHEFOUCAULD, ST PROJET-ST CONSTANT, RIVIERES, AGRIS, LA ROCLETTE, COULGENS, SAINT-ANGEAU, SAINT CIER SUR BONNIEURE,
- VU l'avis des conseils municipaux des communes concernées,
- VU l'arrêté préfectoral du 12 Octobre 2001 ordonnant la mise à l'enquête publique du plan de prévention du risque de la vallée de la Tardoire.
- VU le rapport du commissaire-enquêteur et son avis favorable du 17 Janvier 2002,
- SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le plan de prévention du risque naturel d'inondation de la vallée de la TARDOIRE est approuvé.

.../...

ARTICLE 2 : Le périmètre du plan de prévention du risque d'inondation de la vallée de la TARDOIRE est constitué du territoire des communes d' *ECURAS, EYMOUTHIER, MONTBRON, VOUTHON, VILHONNEUR, RANCOGNE, SAINT SORNIN, LA ROCHEFOUCAULD, ST PROJET-ST CONSTANT, RIVIERES, AGRIS, LA ROCHETTE, COULGENS, SAINT-ANGEAU, SAINT CIER SUR BONNIEURE,*

ARTICLE 3 : Ce plan de prévention du risque naturel d'inondation vaut servitude d'utilité publique et doit être annexé aux plans d'occupation des sols conformément aux dispositions de l'article R. 126-1 du code de l'urbanisme (article 40-4 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée),

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

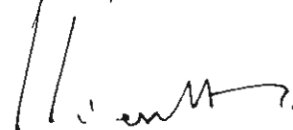
- Mention en sera également faite dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département,
- En outre, une copie sera affichée dans les mairies des communes concernées pendant un mois minimum.

ARTICLE 5 : Les documents relatifs aux prescriptions rendues ainsi opposables sont tenus à la disposition du public dans les mairies, à la préfecture (bureau des affaires juridiques et de la documentation) ainsi qu'à la direction départementale de l'équipement.

ARTICLE 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Maires des communes d'*ECURAS, EYMOUTHIER, MONTBRON, VOUTHON, VILHONNEUR, RANCOGNE, SAINT SORNIN, LA ROCHEFOUCAULD, ST PROJET-ST CONSTANT, RIVIERES, AGRIS, LA ROCHETTE, COULGENS, SAINT-ANGEAU, SAINT CIER SUR BONNIEURE,* le Directeur Départemental de l'Equipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le 15 MARS 2002

Le Préfet,



Jacques GERAULT